



# Nos F-16 au Moyen-Orient : une opportunité de terminer le boulot ?

**Sébastien MESMAEKER & Kevin VANDENHENDE**

Le lieutenant-colonel aviateur MESMAEKER Sébastien fut directeur des opérations en 2014 et commandant de détachement en 2017 dans le cadre de l'opération *Inherent Resolve* en Irak et en Syrie, à laquelle ont participé des F-16 belges. Fort de son expérience opérationnelle, il fut déployé au centre de commandement des opérations aériennes d'Al Udeid au Qatar en tant que *Red Card Holder* (RCH) pour y coordonner les opérations belges.

Le major aviateur VANDENHENDE Kevin, actuel commandant de la 350<sup>e</sup> Escadrille du 2WTAC stationnée à Florennes, fut en octobre et novembre 2020 le commandant du détachement de l'opération *Desert Falcon* (ODF) 20-10 déployé en Jordanie dans le cadre de la mission *Operation Inherent Resolve* pour la Syrie et l'Irak.

*Ondanks het succes van Operatie Inherent Resolve blijft er een smeulend vuur aanwezig dat op elk moment kan aangewakkerd worden. Daech is verslagen maar niet uitgeroeid. De complexe situatie in Irak zorgt nog altijd voor grote aantrekkingskracht voor de kleine maar extreme groepering, waarvan een groot deel van de strijders nog altijd uit het Westen komt. De laatste fase van deze operatie is nu ingezet en is zeer belangrijk. Men kan de inzet van het luchtwapen in twijfel trekken nu er minder geweld is, maar haar aanwezigheid geeft de grondtroepen de nodige steun om de geloofwaardigheid bij de bevolking te behouden. Daech kan alleen maar groeien zolang de bevolking in onzekerheid leeft en het gevoel van "bestuurloosheid" overheerst. De laatste loodjes wegen het zwaarst, maar zijn onontbeerlijk om de transitie naar stabiliteit waar te maken; uiteindelijk zal het Iraakse democratische proces bepalen of er een evenwicht gevonden kan worden tussen de Sjiitische meerderheid en de Soennitische minderheid. Een moeilijke opdracht waarbij andere regionale partijen zoals Iran en Syrië ook hun eigen belangen proberen te behartigen.*

## **La situation**

Le 3 octobre dernier, la composante Air s'est déclarée pour la troisième fois *Full Operational Capable* (FOC) au sein de la coalition internationale mise en place face au groupe Daech en Irak et Syrie. Après avoir été l'un des premiers pays européens engagés dans ce conflit de septembre 2014 à septembre 2015, après avoir ensuite repris la relève du contingent néerlandais en 2016 pour une année encore, la Belgique a une nouvelle fois déployé quatre F 16 et une petite centaine de membres du détachement technique et opérationnel sur la base jordanienne d'Azraq afin d'effectuer des sorties quotidiennes dans le ciel irakien et syrien jusqu'en octobre 2021. Cette décision fait suite à l'accord ministériel du 26 juin 2020 en réponse à la demande de soutien de la part des États-Unis, demande émise initialement en mai 2019 et réintroduite le 24 avril 2020 face à la menace toujours présente de Daech.



© PAO ODF 20-10

*La zone opérationnelle du détachement belge*

Ces moyens sont à nouveau déployés, mais dans des conditions d'intervention différentes : la situation actuelle n'est en rien comparable à celle qui prévalait au début de l'intervention en 2014 lorsque la coalition se mettait en place et intervenait sur

plusieurs fronts à la fois dans le nord de l'Irak et l'est de la Syrie, ou encore en 2017 où les interventions se concentraient sur les derniers bastions de Daech, et notamment sur la ville de Mossoul pour sa difficile reconquête par les troupes irakiennes. Le constat actuel est que Daech est battu, mais pas encore vaincu. Malgré son nombre réduit de combattants (estimé tout de même à 10000) et son manque de revenus financiers, il est toujours actif et tente de maintenir un niveau d'insurrection, il est vrai moindre qu'auparavant, mais suffisant pour préserver son influence auprès de ses fidèles et entretenir l'insécurité dans la région. Caché et désormais incapable de conserver un territoire aussi bien en Syrie qu'en Irak, Daech, éclaté en de multiples petites cellules, est toujours à même d'exécuter des attaques sporadiques mais meurtrières contre les troupes du gouvernement central irakien ainsi que celles du gouvernement régional kurde, mais aussi et surtout contre les populations locales<sup>1</sup>.

Qui plus est, l'incertitude politique en Irak et en Syrie et une tension certaine entre les forces terrestres russes et américaines dans le nord-est syrien, auxquelles il faut ajouter des interventions iraniennes de plus en plus fréquentes, menacent la capacité des forces de la coalition à maintenir une pression forte face au terrorisme régional. Malgré les relations diplomatiques correctes entre le gouvernement irakien et les États-Unis, aucun accord sur le long terme n'a encore pu être trouvé quant à la présence militaire de la coalition. Si l'on ajoute à cela les millions de réfugiés irakiens et syriens toujours déplacés, la situation inquiétante dans de nombreux centres de détention et une politique incertaine quant aux milliers de prisonniers qui y sont détenus, il est aisé de conclure que la situation, restée fragile, constitue un terreau idéal pour la résurgence de Daech.

## **La stratégie et l'efficacité de l'arme aérienne**

L'Opération *Inherent Resolve* suit un plan de campagne stratégique divisé en quatre phases. Après les phases de contre-offensive en 2014, de renversement en 2016 et de reconquête jusqu'en 2019, la dernière étape, dite de normalisation, devrait marquer la fin définitive de l'intervention internationale contre Daech. À la suite du retrait partiel des troupes américaines, dont le nombre diminuera progressivement jusqu'à 3000 soldats (sur 5200 initialement), et du transfert de contrôle de huit bases militaires en Irak

---

<sup>1</sup> *Operation Inherent Resolve*, Lead Inspector General Report to the US Congress, June 30, 2020.

en 2020, dont la base stratégique d'Al Qaïm à la frontière syrienne, les forces de protection gouvernementales sont désormais considérées comme étant à même d'effectuer des opérations indépendantes contre la mouvance extrémiste, la coalition se chargeant de soutenir ces interventions et de garantir un environnement sécuritaire suffisant afin de permettre au gouvernement local de mettre en œuvre des mesures de stabilisation dans tout le pays. Les principales carences irakiennes palliées par la coalition sont la collecte d'informations, le soutien aérien armé et le soutien logistique. L'entraînement des troupes n'en fait désormais plus partie. Notons également que, bien qu'elle soit déclarée opérationnelle, la force aérienne irakienne équipée de F-16 reste fortement dépendante du soutien logistique américain et souffre de la grande inexpérience de ses pilotes. La troisième intervention de la composante Air s'intègre désormais dans cette quatrième phase de l'intervention internationale.



© PAO ODF 20-10

*Un F-16 belge prêt pour partir en mission*

Capable d'effectuer rapidement des missions de surveillance, de collecte d'images et de soutien aux troupes, l'arme aérienne reste d'une importance primordiale dans cette dernière étape. De par sa flexibilité et sa rapidité d'intervention, elle permet d'agir directement en cas de contact avec l'ennemi. Néanmoins, Daech étant fortement diminué et ne disposant plus de territoires ni de bases de repli ou d'entraînement connues, les interventions se font plus rares et de manière ponctuelle. Plus aucun ciblage ne se déroule préalablement à la mission. Certes, le cycle d'analyse et d'approbation est toujours respecté et suit bien entendu les règles d'engagement nationales, mais il s'en trouve

fortement raccourci et limité pour justement garantir la réactivité exigée. La demande d'intervention émane d'un *Joint Tactical Controller* (JTAC) déployé au sein d'une *Task Force* présente sur la base d'Al-Assad en Irak ou d'Erbil en région autonome kurde. Après approbation de l'autorité d'engagement déléguée au commandement terrestre, s'ensuit une analyse d'intervention au sein de cette *Task Force*, une coordination avec le centre opérationnel (*Combined Air Operation Center – CAOC*) d'Al Udeid et enfin l'approbation de la part de l'autorité nationale présente au sein de ce CAOC. Comme chaque nation impliquée dans les interventions aériennes, la Belgique y dispose d'un *Red Card Holder* déployé parallèlement au détachement en Jordanie et donc chargé du respect des règles d'engagement. Il y est secondé par un juriste militaire, un officier de liaison et un officier spécialiste du renseignement.

La complexité géopolitique de la situation ajoute un facteur supplémentaire dans les missions aériennes de la coalition : les actions sans cesse croissantes de diverses milices sous l'influence du voisin iranien obligent les troupes gouvernementales à s'éloigner de leur objectif primordial qu'est la lutte contre Daech. Le gouvernement en place, également soumis à la pression de la diplomatie américaine pour mettre fin à la corruption et aux activités illégales dans la région frontalière avec son voisin de l'est, se voit obligé de fractionner son effort entrepris contre Daech. De plus, en ce début d'année 2021, par crainte de représailles iraniennes à l'occasion de l'anniversaire de la mort du général Qassem Soleimani, tombé sous l'attaque d'un drone américain en janvier 2020, crainte nourrie par l'augmentation de vols de drones iraniens dans la région, les missions aériennes de la coalition se sont également tournées vers la défense de l'espace aérien irakien.

Il arrive en effet que nos avions soient réorientés ad hoc vers une mission de surveillance aérienne du théâtre d'opération, principalement dans le but d'identifier et d'intercepter un avion russe en transit au-dessus de l'Irak ou lors d'opérations proches de la frontière de démarcation établie au nord-est de la Syrie entre la coalition et le régime syrien. Il s'agit dans ce cas de mesures visant à garantir la réduction du risque de conflit avec les avions de la coalition, mais également à collecter des informations sur les forces russes présentes dans la région. Cependant, s'il est question de réorienter un avion de la coalition vers un drone iranien, la Belgique s'y refusera, l'objectif, bien cadré par nos règles d'engagement, étant la lutte contre Daech. Force est toutefois de constater, à nouveau, que l'ambition américaine est de garder une certaine mainmise dans la région. Est-ce la fin de la coalition ? Au vu de la situation, c'est peu probable. Cependant,

dès que les dernières cellules de Daech seront étouffées comme prévu, nous entrerons bel et bien dans la dernière phase d'utilisation de l'arme aérienne dans sa composition actuelle. Elle restera néanmoins indispensable pour préserver la crédibilité nécessaire face à la population irakienne et empêcher toute résurgence de Daech tant que l'armée irakienne n'aura pas atteint son niveau d'efficacité optimal.

## **L'impact sur la Défense belge**

« *L'action de la Belgique s'inscrit également dans le cadre de la résolution 2249 adoptée en 2015 par le Conseil de sécurité des Nations Unies et qui rappelle la menace globale que pose Daech pour la paix et la sécurité internationale* », a indiqué en juin 2020 le précédent ministre de la Défense, M. Goffin (MR), dans son communiqué en sortie de Conseil des ministres après la décision de notre gouvernement de répondre à la demande de soutien dans la lutte contre Daech<sup>2</sup>. Cette troisième participation aux opérations en Irak et en Syrie était dans l'air, mais d'aucuns se sont demandé si nous repartirions, et surtout dans quel but.

La couverture de la situation en Irak et en Syrie ne faisant plus la une des journaux, l'opinion commençait à se répandre chez nous que Daech et son terrorisme ne constituaient plus une menace pour notre royaume. Au regard de la situation qui reste fragile, rien n'est plus faux.

Cet engagement fait suite à plus de 15 années de déploiement quasi ininterrompus de notre capacité aérienne de combat, dès 2005 en Afghanistan sur la base de Kaboul pour l'Opération *Eastern Eagle* (OEE) puis sur celle de Kandahar jusqu'en 2014 dans le cadre de la mission ISAF menée par l'OTAN. Désormais, depuis 2014 sur le théâtre irakien, sans oublier l'intervention en Libye en 2011 au sein de la coalition *Unified Protector*, nos aviateurs n'ont cessé de sillonner le ciel face au terrorisme, et ce à chaque fois au sein d'une coalition internationale dans laquelle ils ont pu faire la démonstration de leur disponibilité et de leur professionnalisme, désormais reconnus depuis de nombreuses années. Nous sommes actuellement – avec la France, le Royaume-Uni

---

<sup>2</sup> Lutte contre l'État islamique – Feu vert du gouvernement à la mission des F-16 contre Daech au départ de la Jordanie, La Libre Belgique, 26 juin 2020.

et les États-Unis – l’une des quatre nations capables de fournir un soutien direct aux troupes et d’offrir une possibilité d’intervention armée si nécessaire. Cela ne représente peut-être que cinq à dix pour cent de la contribution nationale totale vis-à-vis de la coalition, mais la Belgique est toujours présente et remplit son engagement jusqu’au bout dans sa politique de lutte contre le terrorisme.



© PAO ODF 20-10

*Operation Inherent Resolve – Badge du détachement ODF 2020*

Sur le plan du personnel opérationnel de la composante Air, c’est plus d’une génération de pilotes qui a ainsi pris part à ces opérations et en a acquis une expérience qu’il serait dommage de ne pas conserver. Attention, l’engagement de troupes ne doit en rien être justifié par le fait de mettre en pratique l’entraînement quotidien. Toutefois, dans ce cadre précis, il s’agit d’une opportunité aussi bien diplomatique que professionnelle. Aussi, le F-16 prouve qu’il est toujours opérationnel et qu’il le restera jusqu’à la fin de son potentiel au sein de notre Défense.

Les multiples investissements et développements entrepris durant sa durée de vie s'en trouvent justifiés et sont un exemple à suivre pour la politique à mettre en place lors de la mise en fonction de la nouvelle capacité (le F-35A) à partir de 2025 dans notre pays, nouvelle capacité qui bénéficiera d'un personnel fort de l'expérience acquise durant ces quelque deux décennies.

## **En conclusion**

L'opération *Inherent Resolve* est dans sa dernière phase et devrait à terme permettre aux gouvernements central et régionaux irakiens d'assurer leur propre sécurité face à Daech, et ce sans soutien international direct. Or, vu la complexité du conflit et les influences internationales diverses dans la région, sont-ils à l'abri d'une nouvelle menace de ce type ? L'aide politique couplée aux interventions auprès de populations déplacées sont les prochaines étapes à mettre en place en vue de stabiliser la région. Sur ce point, l'arme aérienne ne peut rien. Il appartient désormais à la diplomatie de garantir l'équilibre entre les différentes influences étrangères.

À l'heure d'écrire ces lignes, l'issue de l'opération *Inherent Resolve*, bien que planifiée, n'est pas encore certaine. En revanche, notre capacité aérienne de combat aura répondu présent et fait face à ses engagements dans sa lutte contre le terrorisme tout au long du conflit contre Daech. Elle aura aidé à en soigner les symptômes. D'autres niveaux d'action doivent désormais prendre la relève pour traiter le mal à la racine.

**Mots clés : Opération *Inherent Resolve*, F-16, Irak**